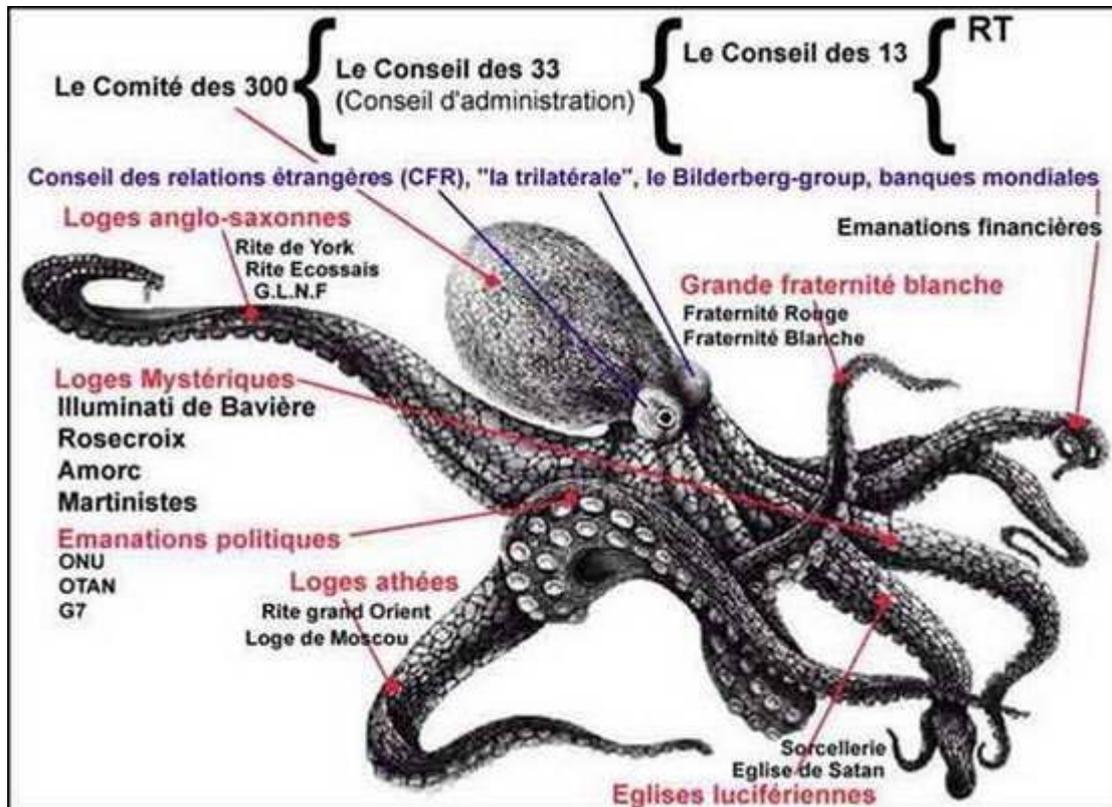


Mondialisme et Nouvel Ordre Mondial

Philippe Bourcier de Carbon

Un texte de 1999 qui n'a pas pris une ride....



Voici un siècle, l'empire Victorien, le plus vaste empire de l'Histoire, dominait déjà le monde. Par leurs alliances avec les familles de l'élite wasp (White, Anglo-saxon, Protestant), les élites dirigeantes britanniques de cet empire favorisèrent l'émergence des États-Unis sur la scène mondiale, entrés délibérément en guerre en 1898 contre l'Espagne après l'explosion (très suspecte) du cuirassé américain Maine dans le port de La Havane. Alors déjà, les dirigeants des États-Unis camouflaient leur cynique soif d'hégémonie et leurs brutales ambitions impériales derrière un discours qui instrumentalisait en les magnifiant, la Démocratie, la Liberté et le Droit, comme les principes humanitaires, ainsi que le rappelle Henry Kissinger dans son dernier ouvrage intitulé Diplomatie.

Ce sont ces mêmes élites anglo-saxonnes qui, après avoir organisé la panique monétaire de 1907 aux États-Unis (comme le révèle le prix Nobel Milton Friedman), jetèrent les bases de leur nouvel empire mondial en imposant à l'opinion publique en 1913 la création de la banque centrale des États-Unis, le Federal Reserve System, dont elles conservent toujours depuis lors le contrôle étroit.

Elles créèrent en outre à cette même époque, sur les modèles de la Round Table et de la Fabian Society de l'empire Victorien, de nombreuses organisations, réunissant discrètement les personnes des milieux financiers, politiques, médiatiques, industriels, syndicaux, intellectuels et universitaires, les plus puissantes de la planète : elles fondèrent ainsi entr'autres, sous la houlette du "colonel" Edward Mandel House, mentor du Président Woodrow Wilson, le Council on Foreign Relations (CFR) à New-York, et le Royal Institute of International Affairs (Chatham House) à Londres, qui essaimèrent par la suite en d'autres organisations similaires dans bien d'autres pays.

À l'issue du premier conflit mondial, c'est encore la "diplomatie" des États-Unis qui imposa largement aux états européens les nouveaux découpages des empires centraux vaincus, abrités derrière les fameux "quatorze points", attribués, pour les innombrables naïfs, au Président W.Wilson.

Un quart de siècle plus tard, le CFR et le RIIAA ont pu à nouveau exercer leurs influences lors du partage de l'Europe et du monde qui a prévalu lors des conférences de Yalta et de Postdam, après l'écrasement des

puissances de l'Axe. Les ouvrages du professeur américain Caroll Quigley (cf. par exemple *Tragedy and Hope* ou *The Anglo-American Establishment*) auquel le Président Bill Clinton a rendu publiquement hommage lors de son allocution d'investiture, font désormais autorité sur le sujet.

Bien que toujours inconnu du grand public, le CFR de New-York, associé à son homologue britannique, le RIIA de Londres, continue de gérer depuis les premières décennies du siècle le destin et la vie politique des États-Unis, et prétend à présent régenter le monde entier en imposant son Nouvel Ordre Mondial, conforme aux conceptions, et surtout aux intérêts et à la soif de puissance de leurs chefs.

Ces organisations ont du reste, depuis une trentaine d'années, essaimé en de multiples cercles "externes" transnationaux, dont certains, tels le Groupe Bilderberg (en 1954), la Commission Trilatérale (en 1973) ou le Forum de Davos (en 1978), commencent désormais à être connues du grand public, les médias n'acceptant que maintenant seulement, d'en parler peu à peu à l'occasion. Dans son allocution inaugurale à la session de juin 1991 du Bilderberg Group, en effet, M. David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank, fils du grand John Davison Rockefeller, l'un des fondateurs du CFR, que lui, son fils, préside aujourd'hui, lui-même fondateur et actuel président de la Commission Trilatérale, n'accueillait-il pas ainsi à Baden-Baden les personnalités venues du monde entier participer aux travaux : « Nous remercions le Washington Post, le New-York Times, Time Magazine et les autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion pendant au moins quarante ans... Il eut été impossible pour nous de développer notre place mondiale si nous avions été l'objet d'une publicité quelconque pendant ces années-là. Mais le monde est aujourd'hui vraiment plus sophistiqué et préparé à marcher vers un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et des banquiers mondiaux est certainement préférable aux décisions nationales qui se pratiquent depuis des siècles... »

Soulignons en passant que les Rockefeller, père et fils, se sont par ailleurs, depuis au moins les années 1930, constitués les champions du malthusianisme mondial, et de la lutte contre la fécondité humaine. À la suite des recherches qu'ils ont financées avec persévérance, ce sont leurs firmes qui possèdent aujourd'hui les premiers brevets des pilules contraceptives à oestrogènes, ainsi que ceux des premiers stérilets abortifs. Leurs immenses richesses et les multiples fondations privées exemptées d'impôts, dont le Population Council, qu'ils ont créées aux États Unis, leur ont en outre permis d'exercer depuis les années 1950 dans ce domaine, un véritable magistère sur les organisations internationales, en particulier sur le système des Nations Unies. Cette influence prend aujourd'hui tout son sens en Europe, dont les peuples sous-féconds sont désormais largement engagés depuis 25 ans dans un processus cumulatif mortel d'implosion démographique qui renverse leurs pyramides des âges.

Tous ces groupes, dont les dirigeants aujourd'hui déterminent déjà largement de facto les affaires mondiales, tentent d'unir leurs efforts pour imposer maintenant à tous les peuples du monde l'émergence et la construction de jure d'un gouvernement mondial qui se substitue aux nations, et spécialement aux états nations historiques, appelés à être dissous, qui subsistent encore.

Et les textes des traités européens récents imposés aux opinions publiques européennes, tels l'Acte Unique (1986), le traité de Maastricht (1992) et celui d'Amsterdam (1998), prennent alors tout leur sens sous cet éclairage, en constituant l'étape décisive de la quête de cet objectif : Un gouvernement mondial devant très vite disposer d'une monnaie mondiale (l'euro, déjà presque à parité avec le dollar, étant appelé à fusionner avant dix ans dans une monnaie unique transatlantique), et d'une police mondiale dévolue à l'OTAN, bras armé des maîtres mondialistes, qui s'essaie aujourd'hui à son nouveau rôle en détruisant la Serbie, alliée traditionnelle de la France, pour imposer par la force et la terreur le Nouvel Ordre Mondial des Rockefeller and Co. aux peuples récalcitrants.

Même si les opinions publiques en sont toujours tenues dans l'ignorance, cet état de chose des affaires du monde n'est plus, bien sûr, au-delà des cercles des initiés, totalement inconnu d'un public averti.

Ainsi Le Figaro a-t-il fait écho récemment dans sa page Opinions à des positions qui faisaient des allusions précises sur ce sujet : le 30 mars 1999, l'historien Dominique Venner y publiait un court article sur la guerre à la Serbie sous le titre éloquent : « Qui commande le monde ? » ; mais surtout le 18 janvier 1999, dans un article intitulé « Vers une Europe américaine, Amsterdam est l'aboutissement d'une politique hégémonique destinée à faire disparaître les nations européennes », l'ancien Ambassadeur de France Albert Chambon, révélait le dessous des cartes du traité d'Amsterdam en impliquant directement l'action du CFR et de la Trilatérale.

Il est particulièrement révélateur d'observer que, en réponse à l'article de M. l'Ambassadeur Albert Chambon qui brisait ainsi l'Omerta en révélant dans la grande presse à l'opinion française le rôle moteur du CFR et de la Trilatérale dans l'élaboration du traité d'Amsterdam, ce fut le polonoaméricain, Zbigniew Brzezinski, conseiller de M. David Rockefeller et de plusieurs Présidents des États-Unis, qui s'est senti tenu de publier dans les mêmes colonnes du Figaro, le 26 janvier 1999, un article intitulé : « Défense de la Trilatérale. Il n'y a aucun "complot" ». Or c'est ce même personnage qui, quelques mois plus tard, à la une du journal Le Monde du

samedi 17 avril 1999, sous le titre « Guerre totale contre Milosevic ! » (expression employée pour la première fois par Joseph Goebbels), rapportait avec arrogance les dernières consignes des vrais dirigeants, en rappelant le Président de la République française, Jacques Chirac, et son Premier Ministre, Lionel Jospin, ainsi que les dirigeants français, à la fidélité à leurs obligations, après près d'un mois de bombardements aériens de l'OTAN sur la Serbie.

Les drames, les atrocités et les crimes de guerre en tous genres qui ont accompagné la dislocation de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, en Bosnie serbo-musulmane, en Kraïna et Slavonie serbo-croates d'abord, et qui sévissent aujourd'hui au Kosovo alban-serbe, masquent utilement aux opinions publiques des « grandes démocraties » occidentales les véritables enjeux géopolitiques de ces événements, enjeux qui visent en réalité l'avenir de l'indépendance et de la liberté en Europe face aux diktats des dirigeants mondialistes américains et à leurs appétits de puissance.

Depuis deux ans déjà pourtant, nous en étions, nous Français, solennellement avertis : alors que M. Felix Rohatyn, l'un des dirigeants du Groupe Lazard Brothers de New-York, et l'un des gestionnaires de fonds les plus puissants sur le Stock Exchange de New-York, acceptait de s'éloigner de ses bureaux de Manhattan pour remplacer l'Ambassadeur des États-Unis à Paris, Mme Pamela Harriman, qui venait tout juste de décéder subitement ; M. Jacques Attali, lui-même très proche du groupe Lazard et de M. Felix Rohatyn, ancien conseiller (et sherpa) du Président français, François Mitterrand, aujourd'hui dirigeant d'un cabinet de conseil international financé par le groupe Lazard, venait de signer un article fracassant dans le journal Le Monde du 4 mars 1997 sous le titre « Géopolitique de l'immigration ».

Lui aussi, avec arrogance, fidèle écho des volontés des "cénacles" supérieurs, mettait ainsi sévèrement en garde les responsables français : « Si la France et l'Europe décidaient de s'affirmer comme un club chrétien, elles devraient se préparer à l'affrontement avec un milliard d'hommes, à une véritable "guerre de civilisations". Avec, en prime, en France, une guerre civile. Car la France, en raison de ses choix géopolitiques antérieurs, est une nation musulmane : l'Islam est la religion de plus de deux millions de citoyens français et du tiers des immigrés sur son sol. ». M. Attali tenait soigneusement cependant le lecteur de son article du Monde dans l'ignorance de la contribution essentielle qu'il venait d'apporter, sous le titre « For a New Political Order », au numéro spécial winter 1996 que la revue américaine Time Magazine venait de consacrer quelques mois auparavant à l'Europe et à son avenir. Il y exposait, avec condescendance, les vues mondiales et mégalomanes pour les 50 prochaines années des vrais dirigeants des affaires du monde, son article, paru ensuite dans Le Monde à l'usage des seuls lecteurs français, apparaissant dès lors n'être plus qu'une simple application localisée et provinciale de l'exposé général du grand dessein et du grand oeuvre des nouveaux maîtres du monde.

Parmi ces aperçus admirables et impératifs, on relèvera sous la plume de M. Attali la stricte obligation américaine faite aux états membres de l'Union Européenne d'intégrer dans un avenir très proche la Turquie, alliée stratégique des États-Unis, comme membre à part entière de l'Union, obligation dont, du reste, le Président de la République, M. Jacques Chirac, qui s'en était, depuis quelques années déjà, constitué le champion, apparaît aujourd'hui le premier et le plus zélé porte-parole en Europe.

Comme l'expose du reste sans détour, avec un cynisme ingénu, M. Zbigniew Brzezinski, en page 68 de son livre, publié en France en 1997 sous le titre : « Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde », livre que tous les citoyens des pays européens se devraient d'avoir lu méticuleusement et de méditer, quand il identifie les conditions du maintien pour le prochain demi-siècle de l'hégémonie mondiale à laquelle les États-Unis sont aujourd'hui parvenus : « Cette approche géopolitique n'a de sens qu'autant qu'elle sert les intérêts de l'Amérique, c'est-à-dire, à court terme, le maintien de son statut de superpuissance planétaire et, à long terme, l'évolution vers une coopération mondiale institutionnalisée [¹]...(..)...Les trois grands impératifs géostratégiques se résumeraient ainsi : éviter les collusions entre vassaux et les maintenir dans l'état de dépendance que justifie leur sécurité ; cultiver la docilité des sujets protégés ; empêcher les barbares de former des alliances offensives. ».

On peut mesurer à quel point les sacro-saints principes de Démocratie, des Droits de l'Homme et autres Droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, ainsi que les fondements solennels de la Charte des Nations Unies sont ici oubliés, voire niés, car devenus alors par trop inopportuns.

En réalité l'hégémonie américaine n'a pu s'établir au XXème siècle, et ne peut se perpétuer à l'avenir, qu'en coupant délibérément l'Europe, principal réservoir mondial des ressources humaines culturelles, scientifiques et techniques, des gigantesques réservoirs mondiaux de matières premières que constituent la Russie-Sibérie d'une part, et l'Afrique d'autre part, toutes deux géographiquement limitrophes ou proches de l'Europe.

Historiquement, ce sont les deux premiers conflits mondiaux, qui, en plongeant la Russie dans la paralysie du communisme, puis en séparant l'Europe par le rideau de fer, la coupant ainsi des richesses de l'Est, ont assis

¹ Euphémisme désignant la constitution d'une sorte de « directoire » mondial, bien évidemment dominé par les actuels dirigeants mondialistes anglo-américains du CFR et du RIIA (commentaire de l'auteur de cet article).

la domination des États-Unis sur notre continent au cours de ce siècle. On mesure ici ce que l'hégémonie américaine actuelle doit à l'instauration du communisme et aux deux guerres mondiales.

Le soutien des États-Unis à la décolonisation d'après guerre, qui plonge aujourd'hui le continent africain dans le marasme et les guerres ethniques, le financement qu'ils ont assuré au FLN algérien dans leur lutte contre la France dans les années 50, leurs menées actuelles en Afrique Centrale et Australe, illustre bien leur souci constant de chasser l'Europe de ses positions africaines, pour la couper de ces réservoirs de matières premières.

Cependant l'effondrement interne du communisme à l'Est, et la désagrégation récente de l'empire soviétique, en dépit des efforts désespérés de la diplomatie du Président américain Georges Bush et de son allié le Président Mikhaïl Gorbatchev, constitue désormais une menace, de nature à remettre en cause à terme la suprématie actuelle des dirigeants des États-Unis sur le monde, et susceptible de ruiner, lors même qu'ils semblent enfin accessibles, leurs rêves mondialistes.

Le livre, paru il y a deux ans sous la signature d'Alexandre del Valle, « Islamisme et États-Unis, une alliance contre l'Europe [2] », jette une lumière crue sur la stratégie de rechange, engagée déjà depuis une vingtaine d'années par les dirigeants mondialistes américains pour faire face à ce nouvel état de chose. Il constate que, de l'Irak à l'Afghanistan, en passant par l'Iran et le Pakistan, ainsi que dans d'autres pays musulmans, en particulier en Afrique du Nord, la politique et la diplomatie américaines, sous couvert des menées de l'Arabie Saoudite, leur protégée, s'ingénient à susciter et à promouvoir délibérément les régimes islamiques les plus rétrogrades, faciles à contrôler par la corruption de leurs dirigeants impliqués dans les trafics internationaux de drogues, et à détruire les régimes laïques de ces pays fondés sur l'idée nationale, excitant ainsi potentiellement les islams les plus extrémistes contre les chrétientés européennes et slaves, dont ils sont géographiquement proches.

Appelée, bien sûr, à gagner les pays musulmans d'Afrique, cette hostilité potentielle est de nature à couper un peu plus l'Europe des richesses naturelles de l'Afrique.

Dans un livre paru la même année, « Le Syndrome de l'ortolan », où il explicitait la stratégie médiatique d'aveuglement des opinions publiques européennes, Arnaud-Aaron Upinsky rappelait opportunément cette citation impressionnante, tirée d'un entretien du Président François Mitterrand accordé au journaliste Georges Marc Benamou [3], : « La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans morts. Apparemment...(..)...Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. Une guerre inconnue, une guerre permanente, sans morts apparemment, et pourtant, une guerre à mort...(..)...Les Américains voulaient envoyer les Turcs bombarder les Serbes. »

Dans la traduction française de son livre « Le choc des civilisations », paru également la même année, le professeur américain Samuel P. Huntington insistait, quant à lui, longuement sur les opportunités géopolitiques qu'offre le clivage historique et culturel qui sépare la chrétienté européenne entre les peuples slaves et orthodoxes d'une part, et les pays catholiques et protestants d'autre part.

Dès lors s'éclaire la stratégie des cénacles mondialistes américains et leurs intentions dans les Balkans. Mme Madeleine Albright, leur porte-parole dans le gouvernement Clinton, tchèque d'origine et très liée à M. Brzezinski, exige impérieusement aujourd'hui de la part de leurs affidés européens, la destruction de la Serbie, planifiée déjà depuis plusieurs années à Washington, qui fait obstacle à la réalisation de leurs plans, destruction de la Serbie par l'Union Européenne et l'OTAN qui leur permettrait d'un seul coup d'atteindre plusieurs objectifs :

En effet, la destruction délibérée de la Serbie sous les bombes de l'OTAN, suivie de l'engagement des contingents européens sur le sol serbe, programmé sans doute pour l'été prochain [4], au moment où les populations des « grandes démocraties » gagnent les plages de leurs vacances annuelles, anesthésiant ainsi les opinions publiques occidentales, permettrait d'abord de creuser un fossé irrémédiable entre les peuples slaves et orthodoxes d'une part et ceux de l'Europe occidentale d'autre part, coupant en particulier la France des alliés traditionnels de sa diplomatie à l'Est.

En outre, ce fossé rétablirait la coupure que le communisme avait autrefois établie en Europe, qui interdisait à celle-ci l'accès aux richesses de l'empire Russe.

La destruction impitoyable de la Serbie devrait en outre servir d'exemple pour dissuader les peuples européens de toutes velléités de retour à leur ancienne indépendance nationale, au moment où se parachève l'Union Européenne fédérale, sous protectorat des États-Unis, base décisive de la construction du rêve mondialiste de leurs dirigeants.

² Et, devrait-on ajouter, contre la Russie.

³ « Le dernier Mitterrand », Georges-Marc Benamou, 1995

⁴ Texte rédigé en Mai 1999.

L'écrasement de la Serbie aurait en outre pour effet d'abaisser la Grèce dans la région, et de lever l'obstacle grec à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne.

Comme le dénonce, avec autant d'obstination que de pertinence, le Général Pierre-Marie Gallois, auquel le Général De Gaulle avait naguère confié le soin d'élaborer la doctrine d'emploi de la force de dissuasion française, auteur des deux livres « Le sang du pétrole : tome I, l'Irak, tome II, la Bosnie » et qui a préfacé « Islamisme et États-Unis », les dirigeants américains veulent ré-islamiser les Balkans. Les accords de Dayton leur ont déjà permis d'établir en Bosnie, après en avoir largement chassé les Serbes, la première République Islamique en Europe, dirigée par le fondamentaliste musulman Itzec Begovics. La destruction de la Serbie leur permettra de réaliser prochainement une grande Albanie islamique, placée sous leur protectorat, et sur le territoire de laquelle, comme chez leur protégée musulmane du Golfe, l'Arabie Saoudite, ils pourront disposer de larges bases militaires navales et terrestres permanentes, y installant, comme en Arabie Saoudite, du matériel lourd, et des troupes à demeure.

Ces républiques islamiques, ainsi installées dans les Balkans, deviendraient les « clientes » naturelles de la Turquie, prochain membre, de par la volonté américaine, de l'Union Européenne, le reste des Balkans restant sous influence allemande, l'ensemble de la zone, ainsi que les alliés privilégiés turcs et allemands des États-Unis, demeurant sous le contrôle de ces derniers au sein de l'Union Européenne.

Cette présence Turco-islamique au coeur de l'Europe, étroitement sous contrôle des dirigeants mondialistes des États-Unis, garantirait à ces derniers la pérennité de leur suprématie mondiale pour le prochain demi-siècle : De nature, en effet, à maîtriser l'incertitude Russe, que, dans son livre, M. Brzezinski appelle « le trou noir », en neutralisant définitivement la Russie, cette installation de son ennemi historique et culturel turc sur ses frontières du Sud-Ouest, compléterait son encerclement au sud par les républiques musulmanes turcophones, où les diplomaties américaine et israélienne, attirées par la richesse de leur sous-sol et par leur position stratégique, sont déjà très actives. En outre, la présence de la Turquie parmi les États-membres de l'Union, serait de nature à prévenir, dans les prochaines décennies, tout rapprochement éventuel de cette dernière avec la Fédération de Russie, maintenant ainsi l'Union à l'écart des richesses sibériennes.

De plus, la Turquie, devenue état membre de l'Union, pourrait très vite peser d'un poids décisif sur la politique migratoire et sur l'ouverture des frontières européennes aux mondes musulmans des proche et moyen Orient et d'Afrique, alors même que les effectifs des populations de la chrétienté européenne et du monde orthodoxe ont déjà amorcé leur déclin. Après plus de 25 ans d'une fécondité toujours plus éloignée du seuil de remplacement des générations, ces populations européennes autochtones, à présent en cours de vieillissement rapide, se sont ainsi engagées en effet dans un processus d'implosion démographique bientôt irréversible. Elles ont déjà largement entamé le renversement de leurs pyramides des âges appelé à s'accélérer au cours des trois prochaines décennies. Au cours de la même période, de Dakar à Alma-Ata, les jeunes populations musulmanes, proches de l'Europe et de la Russie, vont au contraire connaître l'apogée de leur croissance démographique en doublant leurs effectifs.

Les dirigeants mondialistes des États-Unis, qui, par la persévérance de leur croisade malthusienne depuis une cinquantaine d'années, ont poussé les peuples européens dans ce processus d'implosion démographique en passe de devenir maintenant incontrôlable, tirent à présent un parti cynique de cette nouvelle donne géostratégique, parfaitement prévisible, qui bouleverse le face à face entre les chrétientés européennes et slaves et les mondes musulmans d'Afrique et du Moyen Orient, en accompagnant aujourd'hui délibérément l'islamisation rapide de l'Europe et de la Russie au cours du premier tiers du siècle qui s'ouvre, pour tenter de la canaliser au mieux de leurs intérêts et de leurs projets.

Ce nouvel état de chose garantissant à ces dirigeants, pour plus d'une génération encore, la maîtrise sans partage des affaires du monde, est de nature à leur ouvrir la perspective prochaine de réaliser enfin leur rêve d'imposer à tous les peuples du monde un gouvernement mondial dont ils pourraient espérer conserver le contrôle au cours du siècle qui s'ouvre, sous réserve de parvenir à convaincre rapidement les dirigeants de la Chine et de l'Inde de s'y associer. Du moins est-ce là la vision générale de ces dirigeants mondialiste, telle qu'elle ressort de la lecture des livres et articles récents de leurs principaux porte-parole.

Philippe Bourcier de Carbon
Démographe

Ancien Auditeur de l'IHEDN

Président du Comité d'honneur de La Voix des Français (Renaissance 95)